

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Sous embargo jusqu'au samedi 18 novembre 2012 15h00 ICT (Cambodge)

LES ÉCONOMIES DE L'ASEAN FONT PREUVE DE RÉSILIENCE MAIS ELLES DOIVENT COMBLER LES ÉCARTS DE DÉVELOPPEMENT POUR MAINTENIR UNE CROISSANCE ROBUSTE, SELON L'OCDE

Phnom Penh, Cambodge, 18 novembre 2012 – La croissance des dix pays de l'Association des pays de l'Asie du Sud-est (ASEAN) s'établira à 5.5 % sur la période 2013-2017. Cette performance leur permettra de renouer avec les niveaux de 2000-2007, avant la crise. Mais selon la dernière édition des *Perspectives économiques en Asie du Sud-est avec panorama sur la Chine et l'Inde* de l'OCDE, les autorités de l'Asie du Sud-est vont devoir redoubler d'efforts pour combler les écarts sociaux et économiques qui séparent les pays de la région s'ils veulent maintenir cette croissance robuste.

Croissance du PIB en volume (variation annuelle en pourcentage)

	2011	2000-2007	2013-2017
ASEAN-6			
Brunei Darussalam	2.2	-	2.4
Indonésie	6.5	5.1	6.4
Malaisie	5.1	5.5	5.1
Philippines	3.9	4.9	5.5
Singapour	4.9	6.4	3.1
Thaïlande	0.1	5.1	5.1
Pays CMLV			
Cambodge	7.1	9.6	6.9
République démocratique populaire lao	8.0	6.8	7.4
Myanmar	5.5	-	6.3
Viet Nam	5.9	7.6	5.6
Moyenne ASEAN-10	4.6	5.5(*)	5.5
Moyenne CLMV	6.0	7.8(**)	5.9
Moyenne des pays émergents d'Asie (ASEAN-10 plus Chine et Inde)	7.8	8.6(*)	7.4
Chine et Inde			
Chine	9.2	10.5	8.3
Inde	6.8	7.1	6.4

Source : Centre de développement de l'OCDE, MPF-2013

Note : la date limite est le 1^{er} novembre 2012. Pour plus d'informations : www.oecd.org/dev/asiapacific/mpf.

*) Hors Brunei Darussalam et Myanmar ; **) Hors Myanmar.

Les économies de l'ASEAN conserveront leur résilience jusqu'en 2017 même si la croissance dans les pays émergents d'Asie – y compris les membres de l'ASEAN, la Chine et l'Inde – va progressivement se tasser, essentiellement sous l'effet du ralentissement chinois. L'impact des incertitudes mondiales, notamment dans la zone euro, reste perceptible mais globalement circonscrit.

« L'augmentation de la demande intérieure – consommation privée et investissement surtout – sera le principal moteur de la croissance dans la plupart des pays de l'ASEAN. Les exportations nettes joueront un rôle moins important que par le passé. L'expansion des classes moyennes devrait continuer à doper la demande intérieure », a déclaré aujourd'hui le secrétaire général adjoint de l'OCDE, Rintaro Tamaki, à l'occasion du lancement des *Perspectives économiques de l'Asie du*

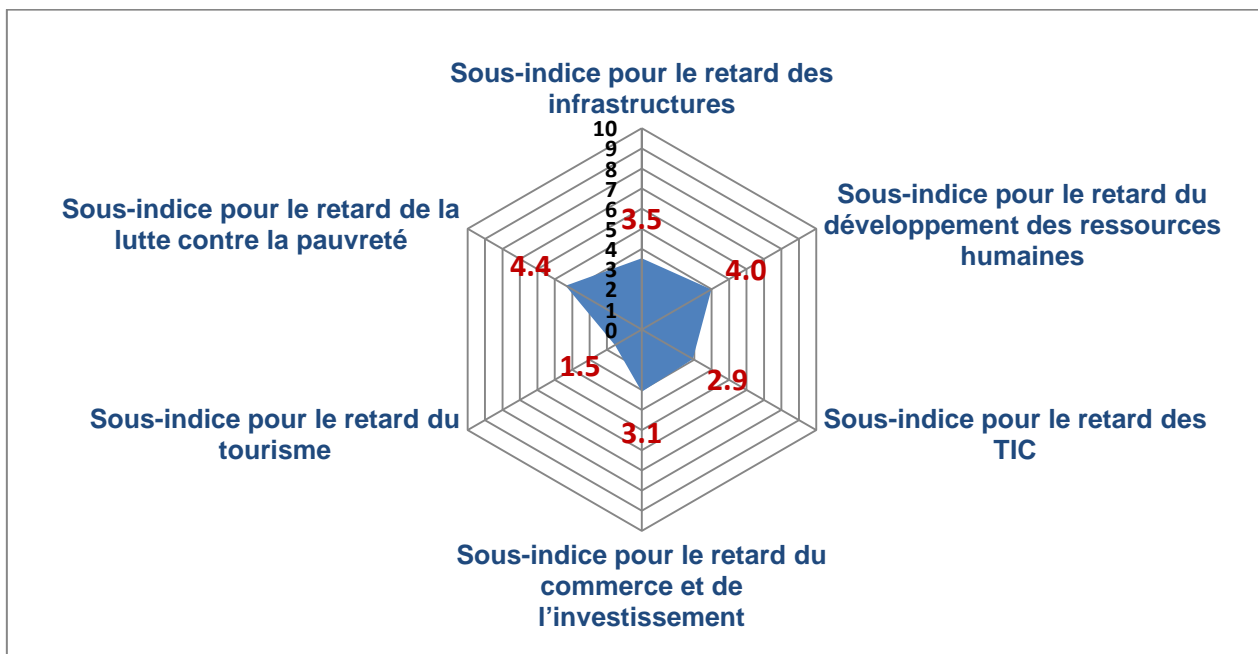
Sud-est lors du Sommet du commerce et de l'investissement de l'ASEAN, qui se tient à Phnom Penh.

Mario Pezzini, le directeur du Centre de développement de l'OCDE, a précisé que « pour entretenir la croissance économique dans l'Asie du Sud-est et faire en sorte que la population en tire profit, les pays de la région doivent redoubler d'efforts pour combler les retards, au plan intérieur comme à l'échelle régionale. Le renforcement de la productivité à travers notamment des réformes de politique structurelle sera la clé de la réussite des nouvelles stratégies de développement dans la région ».

Les pays de l'ASEAN doivent s'atteler à la résolution des inégalités, entre eux et au plan intérieur. Pour rattraper le retard de développement, il faut réduire l'écart entre deux groupes de pays – d'un côté, les pays de l'ASEAN-6 (Brunei Darussalam, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) et, de l'autre, les pays CLMV (Cambodge, RDP lao, Myanmar et Viet Nam) – mais aussi à l'intérieur de chaque pays. Entre 2005 et 2011, le PIB par habitant a progressé plus vite dans le premier groupe que dans le second.

« Le retard de développement ne se résume pas aux niveaux de revenu. Il couvre plusieurs aspects de la vie quotidienne, parmi lesquels les infrastructures, le tourisme, le commerce et l'investissement, les technologies de l'information et de la communication (TIC), les ressources humaines et la pauvreté. Le retard est particulièrement prononcé au niveau de la pauvreté et du développement des ressources humaines, deux domaines où les autorités doivent consentir des efforts supplémentaires », a déclaré Kensuke Tanaka, chef du bureau Asie au Centre de développement de l'OCDE.

Resserrement des indicateurs de retard de développement entre les pays de l'ASEAN-6 et les économies CLMV



Source : Centre de développement de l'OCDE et secrétariat de l'ASEAN
Note : chaque sous-indice comporte dix points de base – la valeur 0 équivalant à l'absence de retard et la valeur 10 à l'écart maximal.

La situation varie d'un pays à l'autre : parmi les pays du groupe CLMV, le Viet Nam est celui qui a le mieux réussi à combler l'écart vis-à-vis des pays plus riches de l'ASEAN et à réduire les inégalités sur le plan intérieur. Si le rattrapage du Cambodge a été relativement plus long, ce pays a su réduire les inégalités de revenu au sein de sa population. Quant à la RDP lao, elle a opéré un rattrapage rapide – mais au prix d'un creusement des inégalités intérieures de revenu.

Bon nombre de pays de l'ASEAN sont confrontés à des difficultés semblables – de la médiocrité de la productivité du travail aux inégalités d'accès à l'enseignement supérieur en passant par

l'inadéquation des compétences et l'importance de l'économie informelle. Des politiques d'emploi visant à créer davantage de postes plus productifs et mieux payés pour un nombre sensiblement plus élevé d'habitants démontreront tout leur intérêt quand sonnera l'heure des réformes pour réduire les écarts de développement.

Des mesures additionnelles et cohérentes avec l'objectif, fixé à l'horizon 2015, de constituer une Communauté économique des pays de l'ASEAN, devront être adoptées sur le plan intérieur et à l'échelle de la région.

Dans chaque pays et alors même que de nombreux retards de développement ont été comblés au fil des années, la pauvreté et le manque de développement des ressources humaines restent toujours relativement répandus. C'est sur ces deux fronts que les décideurs nationaux doivent impérativement agir. Des dispositifs ciblés de protection sociale et des transferts monétaires en faveur des pauvres, conditionnés à des investissements dans le capital humain de leurs enfants, sont deux instruments essentiels à étudier.

Les pays de l'ASEAN doivent améliorer les mécanismes de suivi et de respect des lois au niveau régional et infrarégional, pour veiller à ce que les avancées soient conformes aux objectifs. Au-delà des nombreuses initiatives visant à renforcer la coopération régionale, deux évolutions paraissent indispensables pour lever les obstacles que sont notamment la pénurie de moyens financiers et la primauté des priorités nationales sur les ordres du jour régionaux : l'intégration sociale et économique – en particulier dans les infrastructures de transport – et la libéralisation des échanges et de l'investissement.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, VEUILLEZ CONTACTER :

International : Élodie Masson, elodie.masson@oecd.org, Téléphone : +33 (06) 26 74 04 03

À L'ATTENTION DES JOURNALISTES

Perspectives économiques en Asie du Sud-Est avec panorama sur la Chine et l'Inde

Les *Perspectives économiques en Asie du Sud-Est avec panorama sur la Chine et sur l'Inde* sont publiées par le Centre de développement de l'OCDE, qui présente ainsi ses perspectives économiques régionales sur la croissance, le développement et l'intégration régionale en Asie. L'ouvrage s'attache aux dix pays membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-est (ASEAN) – Brunei Darussalam, Cambodge, Indonésie, RDP lao, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Viet Nam – et aborde des problématiques économiques d'actualité en Chine et en Inde afin de refléter au mieux les évolutions de la région sur le plan économique. Pour plus d'informations : www.oecd.org/dev/asiapacific.

Le Centre de développement de l'OCDE

Le Centre de développement (www.oecd.org/dev) permet aux décideurs de l'OCDE et de pays partenaires de trouver des solutions novatrices aux défis mondiaux du développement et de la lutte contre la pauvreté. Il occupe une place unique au sein de l'OCDE et de la communauté internationale, servant de forum où les gouvernements de pays membres, de pays en développement et de pays émergents mais aussi des entreprises et des organisations de la société civile peuvent se rencontrer pour discuter de questions d'intérêt commun.